

Appel à contributions
Argumentaire journée d'étude
D'une ville centenaire à une ville moderne : Développer et
relooker Ndikinioméki
Vendredi, le 18 décembre 2020

En 2020, plus de la moitié de la population du monde habitent en zone urbaine. L'exode rural se présente ainsi comme un phénomène normal qui a pourtant circonscrit des localités entières à la ruralité. De plus en plus, les comportements des jeunes et des adultes expriment les attaches à l'espace urbain alors que les campagnes se vident ainsi de leurs ressources humaines des plus utiles (Dufumier, 1996 ; Briod, 2011 ; Saha, 2018). Ce phénomène est remarquable dans l'Arrondissement de Ndikinioméki dès 1960 (Bohin, 1992). Les migrations de divers degrés s'enregistrent et les espaces s'ajustent en conséquence. La présence des déplacés et migrants dans une contrée incite à repenser les relations et les normes interculturelles. Par ailleurs, si la concentration humaine favorise des activités multiples, celles-ci n'engendrent pas automatiquement le développement de la localité. Des infrastructures spécifiques sont plus que nécessaires (Ekomo Engolo, 2005 ; Yomb, 2014) pour qu'une commune réponde de façon optimale aux attentes des populations. À cet égard, divers plans sont concernés : l'éducation, la santé, l'agriculture, l'hygiène, l'aménagement de l'espace, le transport, l'environnement, etc. Pour une sécurité alimentaire, les secteurs agricole et pastoral nécessitent une attention particulière. L'habitat réorganisé induirait une attractivité spécifique (Ekomo Engolo, 2001). Se référant au principe selon lequel, plus une commune se déploie en créant des conditions propices, plus les investisseurs et les entrepreneurs s'y invitent, il devient impératif d'explorer les voies et moyens pour améliorer l'attractivité de cette unité administrative.

Espace géographique cosmopolite au potentiel passablement connu, Ndikinioméki, ville centenaire du Département du Mbam et Inoubou et chef-lieu de l'Arrondissement éponyme, cette unité administrative a subi la pacification allemande jusqu'en 1907 avant de connaître son premier site en 1910 à Malagne. Bien que peuplé de résistants à la force et au courage de lion, Ndikinioméki, plus d'un siècle après, peine encore à extérioriser les marques de la modernité, malgré l'élaboration d'un plan de développement communal en 2013 (PNDP, 2013). À la veille du double scrutin des municipales et des législatives camerounaises du 9 février 2020, en toute objectivité, les forces vives et les élites de cette localité, ont placé leur conjecture sous l'égide de la nouveauté. Sous le slogan « Ensemble pour un nouveau Ndikinioméki », il a paru intéressant de constater l'assentiment des différentes parties sur un ton futuriste. Au-delà des considérations politiques et ponctuelles, force a été de constater le besoin de remuer les méninges pour un changement palpable, réel, tangible, dans cette « Ville du Lion ».

Sans s'attarder sur la stagnation de cette aire géographique, du reste à revisiter, un questionnement permettrait d'augurer des lendemains radieux. Comment penser le devenir de cette commune à partir des contraintes avérées ? Comment booster les différents secteurs dans cette contrée ? Quelles actions mener dans une orientation programmatique ? Quels axes et projets prioriser en vue d'un réel décollage ? Quelles échéances envisager ? Comment inciter les populations à l'autoportance ? Quel rôle réserver aux élites extérieures ? À partir d'un ancrage historique, l'objectif principal est d'évaluer les potentialités réelles du territoire et de déterminer les priorités pour la Commune. À travers des élans heuristiques, il s'agit de scander les leviers possibles pour provoquer et stimuler le décollage, susciter les mutations nécessaires de cette capitale du pays Banen. Il est question de relever sous un regard optimiste

les pans de la croissance. Mettre à profit les ressources, considérer la consolidation de tous les acquis, engager toutes les élites, évoluer par plans prioritaires (pluri)annuels, sont autant d'objectifs visés pour obtenir des résultats pertinents.

Il n'est pas inintéressant de relever que la socio-anthropologie du développement rappelle la prise en compte de toutes les composantes locales, humaines, culturelles, en vue des mutations profondes. Les sciences juridiques en général et le droit de la décentralisation en particulier énoncent l'autogestion des collectivités territoriales. Convoquant le postulat selon lequel, « on ne développe pas, on se développe » de Joseph Ki-Zerbo (2003 : 100), il revient à remuer la nécessité de l'autoportance. Cette endogénéité ou cette impulsion de l'intérieur s'adosse à des piliers incontournables (Batibonak et Batibonak, 2018). Les sciences économiques penchent pour une prise en charge des conditions de création des richesses (Ekomo, 2001 ; Ekomo, 2005). Les agronomes (ré)évalueront et exploreront les cultures indiquées pour une alternative à l'agriculture de subsistance et qui contribueraient à répondre au besoin de sécurité alimentaire tout en garantissant le pouvoir d'achat des ménages. Les aménageurs, architectes et urbanistes pourraient proposer des plans d'aménagement durables de manière à en faire une ville à spatialité attractive. Au-delà d'aiguiser la créativité et de stimuler l'employabilité, les experts de l'informatique et du numérique questionneraient les moyens de la visibilité de la commune à travers la toile internet en vue de l'arrimage au *medial turn*. À partir des défis et de l'état actuels de Ndikiniméki, sur une note optimiste, pourraient se dégager des opportunités nouvelles, eu égard au potentiel et au patrimoine insuffisamment exploré et exploité dans le passé (PNDP, 2013). Sur un ton pluridisciplinaire, il s'agira également de constituer des bases de données comme soubassement inspirant, en termes de projets, de programmes, de prévisions, etc. Cette réflexion gravite autour d'une diplomatie locale, efficace, au service de la base, sous-tendue par une coopération décentralisée responsable. Au terme de ce balai réflexif, se dégageront une feuille de route exploitable et aussi une banque de projets pour le futur en vue de hisser Ndikiniméki au rang de ville moderne ouverte sur sa région, son pays et au monde.

Bibliographie indicative

- Assene, M.-N., 2018, « Organisation du transport des marchandises et efficacité logistique des entreprises en contexte camerounais », *Management & Avenir*, 7(105), pp. 35-57.
- Ayimpam, S., 2014, *Économie de la débrouille à Kinshasa*, Paris, Karthala.
- Barthélemy, P., 1998, « Le secteur urbain informel dans les pays en développement : une revue de la littérature », *Revue Région et Développement*, 7, pp. 1-47.
- Batibonak, P. et S., 2018, *Le développement "autrement" : Craquelures localisées du développement au Cameroun*, Douala, Éditions Cheikh Anta Diop.
- Bohin, E. K., 1992, *L'influence de l'axe lourd Yaoundé-Bafoussam sur la région Ndikiniméki-Makénéne*, Mémoire DIPES II, Yaoundé, ENS.
- Bourguignon, F., 2010, *Interview, International Conference: The Informal Sector and Informal Employment*, Hanoi, May, pp. 94-98.
- Briod, P., 2011, « Les déficiences du secteur informel camerounais. Pourquoi les petits entrepreneurs s'en sortent mieux dans l'informalité », *Travail de séminaire, Genève*, pp. 10-21.
- Cling, J.-P. et al., 2012, *L'économie informelle dans les pays en développement*, Paris, Agence Française de développement.

Dufumier, M., 1996, *Les projets de développement agricole, manuel d'expertise*, Paris, Karthala.

Ekomo Engolo, C., 2001, « Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun », *Revue française de sociologie*, 42(2), pp. 283-285.

Ekomo Engolo, C., 2005, « Cadres sociaux de production et conduites économiques dans le développement agricole », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines*, Université de Douala, 6-7(3), Yaoundé, PUY.

PNDP, 2013, *Plan communal de développement (PCD) Ndikiniméki*, Yaoundé, PNDP.

Saha, F. et al., 2018, « Production des risques dits « naturels » dans les grands centres urbains du Cameroun », *Natures Sciences Sociétés*, 4(26), pp. 418-433.

Yomb, J., 2014, « Développement agricole rural ou opportunité de rente financière des jeunes dans les stratégies de lutte contre l'endettement », *Pensée plurielle*, 3(37), pp. 111-123.

Orientations et calendrier

Cet appel à contribution, élaboré par le CRÉDIS (Centre de Recherche, d'Études Diplomatique, Internationales et Stratégiques) en collaboration avec S&D (Savoirs & Développement), est destiné aux acteurs de divers horizons : académiques, agents de développement, entrepreneurs, élites au Cameroun et dans la diaspora, etc. Les académiques sont invités à s'orienter par une ou plusieurs filières. Les autres postulants se laisseront guider par leurs activités. Chaque proposition tournera autour de 250 mots avec ou sans annonce bibliographique. Dans la mesure du possible, les parties suivantes sont attendues : problème, question, domaine concerné par le développement, période de l'observation, résultats escomptés, pistes à explorer, propositions de modèles, etc. Dans l'optique des *development studies*, individus et groupes de chercheurs peuvent rédiger en français ou en anglais. Les adresses complètes figureront sur la proposition : structure d'attache, email, numéros de téléphone, Whatsapp. Contacts Whatsapp : +237 690267445, +237 699915027.

ndikinimeki@credis-savoirs-monange.org,

Editions.Monange@gmail.com

prbatibo@gmail.com, sbatibonak@gmail.com,

Calendrier

10 mars 2020 : Publication de l'annonce ;
10 juin 2020 : Délai de recevabilité des propositions ;
10 juillet 2020 : Retour des réponses aux contributeurs ;
10 octobre 2020 : Réception des articles complets ;
10 novembre 2020 : Fin de l'évaluation des articles ;
10 décembre 2020 : Date probable de publication de l'ouvrage.
18 décembre 2020 : Journée d'étude à Ndikiniméki

Coordination générale

SEM Paul BATIBONAK, Université de Yaoundé II, UEC, CRÉDIS.

Comité de Coordination

Claude Olivier BAGNEKEN, Pr. Raphaël BATENGUENE ASSIL, Dr Christiale BATIBONAK, SEM Paul BATIBONAK, Pr Sariette BATIBONAK, Dr Serge-André BATIKALAK, Rodrigue BOLEHEKEN TOKET, François ENGAL, Dr Franck Yvan ESSOMO ISSEKIN, Dr Bruno IBOKLENE, Christian Blaise ITOCK, Hélène Sandrine ITOUM, Dr Roger KABELON, Jean Marie MONOK, Me Prosper NDOM BATAT, Thomas ONGONG, Jules SANG, Duclair SOME YANKAM.

Comité Scientifique

Pr. Daniel ABWA, Histoire, Colonial Studies, Université de Yaoundé I, Université Protestante d'Afrique Centrale.

Pr. Raphaël BATENGUENE, Histoire, Université de Douala, Douala, Cameroun.

Pr. Sariette BATIBONAK, Anthropologie, Sociologie, Université de Yaoundé I, UEC, S&D.

Pr. Christian BIOS NELEM, Sociologie, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr. Laurent-Charles BOYOMO ASSALA, Université de Yaoundé II, Cameroun.

Pr. Jacques CHATUÉ, Philosophie, Épistémologie, Université de Dschang, Cameroun.

Pr. Chandel EBALÉ MONEZE, Psychologie Sociale, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr. Jean Paul KOMON, Économie Rurale, Université de Yaoundé II, Cameroun.

Pr. Jean KOUFAN MENKENE, Histoire, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr. Nadine MACHIKOU, Science Politique, Université de Yaoundé II, Cameroun.

Pr. Yves Paul MANDJEM, Science politique, Relations internationales, Université de Yaoundé II/IRIC, Cameroun.

Pr Joseph MBONGUE, Etudes germaniques, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr. Luc MEBENGA TAMBA, Anthropologie, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr Francisca MONEBENIP, Médecine, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr. Paul Célestin NDEMBIYEMBE, Communication, Université de Yaoundé II, Cameroun.

Pr. Jean NZHIE ENGONO, Sociologie, Anthropologie, Université de Yaoundé I, Cameroun.

Pr. Célestin TAGOU, Science Politique, Université Protestante d'Afrique Centrale.

Pr. Gérard TCHOUASSI, Économie, Genre, Université de Yaoundé II, Cameroun.